diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

Relations Inde-Chine : des dynamiques concurrentielles qui annoncent un avenir incertain

dimanche 19 août 2012,par Xavier HOUDOY

Citer cet article / To cite this version :
Xavier HOUDOY, **Relations Inde-Chine : des dynamiques concurrentielles qui annoncent un avenir incertain**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 19 août 2012.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via **la page suivante** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique de l'Asie. Comment comprendre les relations Inde-Chine à l'heure où les deux puissances asiatiques sont engagées dans un processus de montée en puissance ? Xavier Houdoy propose une analyse des différentes dynamiques contemporaines qui régissent l'axe Pékin-New Delhi. Quels sont les éléments de tension ?

EN janvier 2012, le colonel Anil Atahe publie un article dans lequel il met en garde le gouvernement de New Delhi contre la possibilité d'une offensive chinoise dans les zones himalayennes, entre juin et juillet 2012. Repris par plusieurs sites et blogs de défense du sous-continent, la déclaration causa de nombreux remous au sein de l'opinion publique et de l'establishment indiens. Le conflit n'a finalement pas eu lieu, mais l'annonce faite par ce général à la retraite, co-auteur de la version indienne officielle de l'affrontement sino-indien de 1962, souligne la complexité des relations bilatérales à l'heure où les deux puissances asiatiques sont engagées dans un processus de montée en puissance. Cet article propose une analyse des différentes dynamiques contemporaines qui régissent l'axe Pékin-New Delhi. Des deux côtés, on a beau répéter qu'« il y a assez de place dans le monde pour le développement de l'Inde et de la Chine », plusieurs éléments de tension subsistent entre les deux voisins et tendent à se renforcer.

Une volonté politique de rapprochement

Après s'être tourné le dos pendant longtemps, l'Inde et la Chine ont entamé à partir de la fin des années 1980 un processus de normalisation de leurs rapports. Celui-ci repose principalement sur une volonté politique bilatérale et conjointe, qui vise à mettre de côté les sujets de discorde -tels que le contentieux frontalier himalayen, sur lequel nous reviendrons plus loin- afin de promouvoir de nouveaux terrains d'entente. La fin de la guerre froide au début des années 1990 a permis d'affranchir les relations sino-indiennes du carcan idéologique qui contribuait, en toile de fond, au maintien de leur rivalité. L'émergence d'une vision très pragmatique va reformuler leur politique étrangère, dont l'objectif premier réside dans la poursuite des intérêts nationaux. Le rapprochement sino-indien va alors se faire sur fond de *realpolitik*. Les deux États posent en effet comme priorité respective leur développement socio-économique. Ceci va par conséquent les pousser à la mise en œuvre d'une coopération économique bilatérale qui va progressivement devenir le principal élément stabilisateur de la relation. L'essor des échanges sino-indiens, passés de 200 millions USD en 1990 à 2 milliards USD en 1999 [1], est présenté des deux côtés comme l'illustration de leur détente et comme le principal indicateur d'une confiance retrouvée. Ce rôle stabilisateur a notamment été souligné lorsque, suite aux essais nucléaires indiens de mai 1998, le volume des interactions commerciales se tarit, avant de reprendre sa croissance dès le mois de septembre suivant. L'arrivée de nouvelles équipes dirigeantes chinoises et indiennes, en 2003 et 2004 respectivement, ne remet pas en cause cette dynamique de rapprochement. Le tandem Hu Jintao-Wen Jiabao, ainsi que le gouvernement dirigé par Manmohan Singh entendent bien approfondir leurs relations bilatérales. Les échanges connaissent une croissance exponentielle, en atteignant en 2010 les 60 milliards USD et dépassant ainsi les objectifs, déjà revus à la hausse, fixés en 2008. Surtout, c'est sur le plan politique qu'on enregistre des avancées décisives, qui aboutissent à la signature en avril 2005 d'un « Partenariat stratégique pour la paix et la prospérité ». Conscientes de leur montée en puissance, les deux puissances entendent promouvoir un dialogue stratégique afin « d'élargir l'étendue de la relation bilatérale, autorisant chacune des parties à échanger leurs opinions sur les questions de sécurité globale et régionale [2] ».

C'est dans ce dernier aspect que réside l'une des principales évolutions récentes de la relation sino-indienne. En effet, leur montée en puissance est un élément structurant de l'environnement économique et stratégique asiatique. Conscientes de leur rôle fondamental, la Chine et l'Inde savent que leur ascension, en même temps qu'elle les renforce, les rend de plus en plus dépendantes envers

l'extérieur. Le maintien de leur prospérité n'est possible que dans un environnement régional stabilisé et pacifié, ce qui a par conséquent amené Pékin et New Delhi à multiplier leurs liens avec d'autres puissances asiatiques, à la recherche de nouveaux partenaires. Leur activisme diplomatique s'est principalement tourné vers des espaces géographiquement proches et qui concentrent à leurs yeux un fort intérêt économique, à savoir l'Asie du sud-est et, plus récemment l'Asie centrale. Au-delà des multiples accords de coopération, aussi bien commerciale qu'énergétique ou stratégique, l'objectif est bien de prendre une part importante dans la construction d'un régionalisme asiatique qui réponde à leurs aspirations de puissance. Les différents mécanismes multilatéraux auxquels participent Pékin et New Delhi, aussi bien à une échelle régionale (ASEAN, ARF, SAARC, East Asia Summit) que mondiale (G20, cycle de Doha, ONU), offrent aux deux États une plate-forme neutre à travers laquelle ils confrontent leurs intérêts et échangent leurs principes de gouvernance. Ceci a contribué à faire évoluer leurs propres relations, passées d'un cadre exclusivement bilatéral à une approche multilatérale. Sur le plan des représentations, les deux acteurs aiment à se présenter comme des partenaires et comme des opportunités de développement à l'égard de pays tiers. Pourtant, si la nouvelle dimension des relations sino-indiennes tend à favoriser et renforcer le dialogue entre les deux parties, elle donne naissance par ailleurs à un nouvel antagonisme.

Deux puissances de plus en plus à l'étroit

La montée en puissance des deux pays s'exprime notamment par l'extension de leurs intérêts et, par conséquent, de leur influence. Or, ces dernières années témoignent d'une rivalité bilatérale croissante, qui naît de la crainte de voir l'autre s'imposer comme un acteur majeur au sein de ce que chacune des parties perçoit comme son environnement stratégique. A ce titre, il est intéressant de remarquer que la Chine n'a accordé à l'Inde le statut de membre observateur au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai, que lorsque le gouvernement indien lui a attribué ce même statut au sein de la SAARC (*South Asian Association for Regional Cooperation*). D'autre part, New Delhi s'inquiète de l'amélioration notable des relations entre Pékin et la plupart des États d'Asie du Sud, dont la Chine est –à l'exception du Népal- le premier partenaire économique. Le malaise qui découle de cette situation est illustré par l'image, de plus en plus courante chez les analystes indiens, d'un pays entravé dans le « cul de sac sud-asiatique ». Ce constat a permis une reformulation de la politique de voisinage de New Delhi : lors du 14ème sommet de l'organisation en avril 2007, Manmohan Singh s'est engagé à ouvrir unilatéralement le marché indien aux pays les plus démunis de la région, en délaissant le principe de réciprocité, qui prévalait jusque là [3]. De son côté, la Chine semble de plus en plus méfiante des aspirations régionales de son voisin : le renforcement des liens commerciaux mais surtout stratégiques entre New Delhi et plusieurs acteurs du sud-est asiatique, à l'instar de Singapour en 2007 et du Vietnam en 2011 [4], est perçu comme la volonté d'apparaître comme un contrepoids stratégique à la République populaire. Dans ce sens, le rapprochement indo-américain amorcé depuis le début des années 2000 illustre la volonté de l'Inde, « longtemps confinée au rang de puissance sud-asiatique […] à exercer une influence par delà le sous-continent. » [5]

La Chine et l'Inde semblent ainsi être entrées dans un « dilemme de sécurité », concept qui voit le renforcement de la sécurité d'un État mettre en péril, même de façon involontaire, la sécurité d'un autre, qui lui-même va réagir, donnant lieu à un cycle d'actions concurrentes. L'impression est qu'au fur et à mesure que les liens entre les deux voisins se renforcent, chacune des parties se sent à l'étroit. En ce sens, la relation économique et commerciale, fer de lance du rapprochement bilatéral, n'est pas exempte de cette évolution. L'accroissement des échanges tend progressivement à souligner le déséquilibre de la balance commerciale : ainsi, en 2010, l'Inde a enregistré un déficit de 18 milliards USD, un record. Ce facteur est principalement dû à la nature des biens échangés, New Delhi exportant principalement des matières premières et important en grande partie des produits manufacturés à forte valeur ajoutée. On assiste ainsi à un regain de méfiance ces dernières années

dans les cercles d'affaires indiens. A l'heure où Manmohan Singh et Wen Jiabao se sont engagés en décembre 2010 à atteindre les 100 milliards USD en 2015, l'Inde se demande quel sera son prix à payer. Face à la nécessité de diversifier son panier d'exportation, elle est confrontée aux réticences chinoises à adopter des mesures de libéralisation commerciale à son égard. Une attitude qui inquiète New Delhi et que certains « faucons » indiens interprètent comme une volonté de maintenir ce déséquilibre commercial afin de limiter l'interdépendance entre les deux États et de se réserver un levier de pression dans les négociations aussi bien économiques que politico-stratégiques, notamment celles liées au contentieux frontalier.

La question frontalière, pierre d'achoppement des relations Inde-Chine

Il n'y a pas aujourd'hui de frontière à proprement parler entre l'Inde et la Chine ; les deux États sont séparés par ce qu'ils appellent la *Ligne de contrôle effectif* (LCE). Le terme ne relève pas du droit international mais, comme son appellation le suggère, ne fait que refléter l'état d'un rapport de force territorial à un moment précis. La permanence du litige qui sépare l'Inde et la Chine découle par conséquent d'un processus avorté de reconnaissance de ce que Michel Foucher appelle la dyade [6], les deux parties n'étant jamais parvenues à concilier leurs revendications frontalières. L'Inde conteste le contrôle par la République populaire du plateau de l'Aksaï Chin, situé dans les contreforts himalayens à l'extrême ouest de la Ligne de contrôle effectif. De son côté, la Chine refuse de reconnaître la souveraineté indienne sur l'état d'Arunachal Pradesh –limite orientale de la LCE- qu'elle considère comme partie du Tibet et par conséquent lui revenant de droit.

Depuis le recouvrement de leur souveraineté nationale dans les années 1940, les deux voisins n'ont cessé de se disputer ces deux territoires, allant jusqu'à s'affronter militairement en 1962. S'en suivit une période de gel total des relations bilatérales, ponctuée par quelques regains de tension qui laissèrent craindre une nouvelle guerre. Lorsqu'en 1988, au lendemain d'un nouvel accrochage frontalier, les deux États décident de normaliser leurs rapports, ils s'attachent à stabiliser la frontière. La période 1993-2005 a été marquée par l'adoption de toute une série de mesures de construction de la confiance (*Confidence Building Measures*, CBM) qui semblaient placer les deux pays sur la voie d'une définition prochaine de la LCE. Sur le terrain, les positions se sont stabilisées ; mais si la consolidation du statut-quo a dans un premier temps été perçue comme un gage de paix, elle traduit aujourd'hui la difficulté à résoudre un litige extrêmement complexe, qui demeure en suspens. En avril 2005, les deux pays concluent un Partenariat stratégique, auquel ils adjoignent un accord sur les « Paramètres politiques vers la résolution de la question frontalière », qui fixe la nature et la teneur des pourparlers. Pourtant, sept ans plus tard, la question frontalière non seulement reste entièrement ouverte, mais semble connaître un regain de tension notable. C'est principalement sur le terrain que la tendance s'illustre, avec une frontière « au bord de l'explosion [7] ». Si les dirigeants politiques des deux parties tentent de minimiser la situation, les états-majors crient à la violation de l'intégrité territoriale en pointant du doigt les incursions des patrouilles au-delà de la LCE. Il s'agit en réalité d'accusations très difficiles à vérifier puisque les deux États n'ont toujours pas procédé à un échange de cartes qui permette la confrontation de leurs perceptions respectives de la LCE. Il s'agit donc essentiellement d'un problème de représentations conflictuelles et, au-delà, d'une sorte de guerre de communication. L'Inde voit dans l'agressivité militaire et diplomatique chinoise une volonté de Pékin d'accroître sa pression à son égard, en utilisant la frontière comme levier, afin de la confiner à un statut de puissance subrégionale, en Asie du sud. De son côté, la République populaire accuse l'Inde de jouer la carte de l'antagonisme en mettant en avant la question frontalière afin de justifier la militarisation de la Ligne de Contrôle Effectif et l'augmentation de son budget de la défense. Le gouvernement indien en profiterait ainsi pour véhiculer l'image d'une Chine agressive afin de renforcer ses propres liens dans

l'environnement asiatique et notamment avec Washington, où la sensibilité anti-chinoise serait relayée par la diaspora indienne. C'est d'ailleurs dans ce sens que la République populaire a interprété les déclarations d'Anil Atahe prédisant l'imminence d'un conflit armé.

Conclusion

La lecture des relations sino-indiennes contemporaines s'effectue de plus en plus à travers le prisme d'un dualisme coopération-rivalité. L'émergence des deux voisins a d'une part créé les conditions d'un rapprochement jusque là inédit, illustré notamment par des échanges fréquents de visites des principaux décideurs des deux États, tout en faisant apparaître de nouveaux défis et de nouvelles tensions. La réactivation de la question frontalière depuis 2005 peut apparaitre en ce sens comme un élément de cristallisation d'un antagonisme beaucoup plus vaste qui dépasse le seul cadre bilatéral. Il ne faut cependant pas sous-estimer les avancées réalisées ainsi que la priorité qu'accordent les deux États à leur développement socio-économique respectif, principal garant d'une dynamique de rapprochement qui, malgré ses écueils, perdure. Néanmoins, l'avenir de la relation reste incertain, à l'image du dénouement du litige frontalier : en utilisant celui-ci comme un levier de pression vis-à-vis du voisin, ni Pékin ni New Delhi ne semblent prêtes à une résolution. A l'heure où les deux pays s'apprêtent à renouveler leurs équipes dirigeantes, on peut se demander dans quelle mesure ce changement politique peut participer d'une reformulation des rapports et des représentations mutuels.

Copyright Août 2012-Houdoy/Diploweb.com

Plus

. Voir sur le *Diploweb.com* un article de Barry Buzan, "Asie : une reconfiguration géopolitique" Voir

. Voir sur le *Diploweb.com* un article de Gilbert Etienne, "Inde : économie et société" Voir

. Voir sur le *Diploweb.com* un article de Thierry Kellner et Thomas Bondiguel, "Chine : L'impact des think tanks chinois spécialisés en relations internationales sur la politique étrangère de Pékin" Voir

. Voir sur le *Diploweb.com* une carte de Patrice Mitrano et Roberto Gimeno, "La Chine dans son environnement régional" Voir

---

Plus

P. Verluise (dir.) "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"", éd. Diploweb aux format Kindle et papier broché via Amazon, 2018.

P.-S.

Etudiant à l'Institut Français de Géopolitique, il est auteur d'un mémoire sur l'impact de la question frontalière sur les relations sino-indiennes. Il a mené pour cela une enquête de terrain en Inde

---

Notes

[1] Chiffres tirés des sites des Ministères de l'Economie et du Commerce indien et chinois.

[2] Mohan Guruswamy, Zorawar Daulet Singh, India China Relations. The Border Issue and Beyond, Observer Research Foundation, 2009, p. 102.

[3] Rahul Tripathi, « Bringing SAARC closer to South Asia », World Focus, mai 2008.

[4] Inde et Singapour ont signé un accord de défense qui prévoit notamment que l'Inde mette à disposition de l'armée de l'air de Singapour l'une de ses bases aériennes. En octobre 2011, Inde et Vietnam ont signé un accord sur l'exploration et l'exploitation conjointe de ressources pétrolifères et gazières offshore, que Pékin situe dans la Mer de Chine du sud.

[5] Isabelle Saint-Mezard, , « Approches indiennes et chinoises du nouveau régionalisme asiatique : ajustements en cours et repositionnements en Asie », consultable sur le site de l'Antenne expérimentale franco-chinoise en sciences humaines et sociales : shs.them.pro/

[6] Le terme désigne une frontière séparant deux entités étatiques.

[7] Isabelle Saint-Mezard, « Chine/Inde : une frontière au bord de l'explosion », Atlantico, 6 février 2012 : atlantico.fr/decryptage/chine-inde-violences-frontieres-isabelle-saint-mezard-280566.html